

Le crédit rural et l'économie villageoise à Banh (Burkina Faso)

Etienne Colliot* et Thi Dieu Phuong Nguyen*

Introduction

*L*a réussite d'un projet de financement à vocation de développement se mesure en terme de rentabilité financière mais aussi en terme de développement rural. Dans ce sens, la reproductibilité d'un système de financement peut s'envisager sous l'angle de l'institution, c'est la viabilité financière, mais aussi sous l'angle de l'économie locale : comment le crédit intervient ou peut intervenir dans les stratégies économiques des producteurs ? Quels peuvent être ses effets sur le développement économique local en terme de création et de répartition de richesses ?

Les travaux de Ghai (1984), Hossain (1988), Padmanabhan (1987) ont montré l'impact indéniable du crédit rural (Grameen Bank, Banques rurales en Inde) sur l'augmentation des revenus et sur l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires. Mais en même temps, ils ont tous (Nowak, 1986, Von Pischke, 1983) souligné l'extrême difficulté de ce type d'exercice et en particulier celui concernant la mesure des effets indirects et durables sur le développement rural : le crédit a un caractère fongible et le développement s'inscrit dans la durée et fait intervenir une multiplicité d'acteurs et de facteurs économiques.

Pour approfondir l'évaluation des effets économiques des crédits qu'il pratique, le Projet de promotion du petit crédit rural au Burkina Faso, en collaboration avec les chercheurs du CIRAD - SAR, a essayé d'élaborer une méthode qui lui permette de dépasser ces difficultés.

* CIRAD - Département des systèmes agroalimentaires et ruraux

Méthodologie de suivi-évaluation des effets du crédit

Evaluation des projets de crédit rural

• Dès les années 60, le crédit agricole semblait une solution séduisante pour aider les populations pauvres des pays à faible revenu, pour augmenter la production, accélérer les progrès techniques et initier une phase de développement durable. Ces programmes de crédit ont donné lieu à des évaluations dites "traditionnelles" (Adams, 1991) : le crédit est considéré comme faisant partie d'un ensemble d'intrants. Le succès d'un programme est mesuré en fonction du nombre de prêts accordés, du volume d'intrants agricoles achetés à partir des prêts, de la hausse de production agricole obtenue, etc.

Cette approche qui privilégie l'emprunteur et la réalisation d'objectifs préalablement déterminés laisse de côté la question de la viabilité du système financier et après des débuts prometteurs, a montré ses limites : les taux de non-remboursement sont importants, les projets "stagnent", les coûts de fonctionnement deviennent exorbitants (Von Pischke, 1983, Adams, 1991, Dieter Seibel and Parhusip, 1990).

• Depuis 1980, en particulier grâce aux travaux des économistes ruraux de l'Ohio State

University qui ont étudié les causes de dysfonctionnement des projets de crédits agricoles classiques, un nouveau courant de pensée en matière de financement s'est développé autour des concepts de marchés financiers ruraux et d'intermédiation financière (Von Pischke, 1983). Ces économistes ont suggéré qu'il fallait désormais insister sur la notion de durabilité de l'institution financière (Adams, 1991) et proposent des critères différents pour évaluer les programmes de crédit. Ce sont essentiellement des critères vérifiant la viabilité financière du projet : taux de remboursement, taux d'intérêt pratiqué, coût de gestion, épargne collectée, etc...

• Aujourd'hui, c'est un compromis entre ces deux courants de pensée qui se pratique puisque l'évaluation des projets de financement rural s'arrête généralement à une évaluation strictement financière reprenant les indicateurs financiers de chacune des deux approches.

L'évaluation a priori et a posteriori des effets économiques des opérations de développement quelqu'elles soient a déjà fait l'objet d'une abondante littérature.

Une école française s'est développée autour de la méthode dite des "effets" (Chervel, 1989). Cette méthode utilise les comptes de la nation pour mesurer les effets économiques d'un projet, effets primaires d'entraînement par ses consommations intermédiaires et effets secondaires par la dépenses des revenus distribués. Les effets primaires sont calculés à partir d'une écriture matricielle du Tableau Economique d'Ensemble (TEE) (Fyot, 1972).

Dans les années 80, les économistes de la Banque Mondiale ont proposé d'utiliser des matrices de comptabilité sociale "SAM" pour la planification (Pyatt, 1985). Ces mêmes matrices servent depuis pour les modèles calculables d'équilibre générale "CGE".

méthode des effets

méthode d'équilibre
général

Par rapport aux précédentes, ces matrices incluent dans un même tableau les flux provenant du Tableau des Echanges Industrielles (TEI) et du TEE et donnent une dimension sociale en intégrant, en plus des données sur la production, des informations sur la répartition des revenus et des dépenses entre les différentes catégories sociales de ménages (Loriaux 1990):

méthode simplifiée

Hayami (1978) a proposé des tableaux simplifiés pour réaliser "l'anatomie d'une économie villageoise". Depuis plusieurs SAM villageoises ont été réalisées (Subramanian, 1990).

Dans le cadre du projet, le souci de trouver un mode de représentation globale et cohérente de l'économie locale vue comme un système de flux, a conduit à l'utilisation de la SAM à l'échelle du village (Benoit-Cattin et Calkins, 1991, Benoit-Cattin *et al.*, 1992).

Une première matrice a été construite pour le village de Banh pour l'année 1990-1991 (Colliot, 1992).

Structure générale d'une matrice de comptabilité sociale

Une matrice SAM récapitule les flux monétaires à l'intérieur d'une économie déterminée, (par exemple, pour nous un ou plusieurs villages), et les flux entre cette économie et le reste du monde. Par construction c'est une matrice carrée dans laquelle le total des lignes est égal au total des colonnes. On distingue six grands groupes de lignes et de colonnes qui entretiennent les relations résumées dans le tableau 1.

adaptation à chaque
problème

Pour mettre en évidence l'insertion du projet de crédit rural dans l'économie locale on l'a fait apparaître comme une institution spécifique rémunérant ses agents locaux et versant du crédit soit à certaines activités pour l'acquisition de consommations intermédiaires soit à certains ménages pour leur consommation. Ceci a été possible en spécifiant des "facteurs" crédit rémunérés par le projet et rémunérant à leur tour diverses activités et ménages. On a fait apparaître de façon identique les crédits informels entre ménages ainsi que ceux d'autres projets. Les remboursements, intérêt et capital, sont versés par les ménages bénéficiaires aux prêteurs. L'équilibre des comptes des projets est assuré par des subventions reçues de l'extérieur. Cette écriture cherche à décrire les flux monétaires réels.

Pour tenir compte de l'hétérogénéité économique et sociale des ménages on a repris et adapté une typologie antérieure en distinguant huit catégories d'unités de consommation ou "marmites" (Ehret, 1988). De plus, pour décrire le partage sexuel des activités et le ciblage des crédits on a distingué hommes et femmes.

Revenus versés par à	Compte activités de production (1)	Compte produits (2)	Compte facteurs de prod. (3)	Compte des institutions (4)	Projets (5)	Stock capital (6)	Reste du Monde (7)
Activité de production (1)		Livraison de produits domestiques pour l'activité	Financement achat des cons. interm. par crédit				
Produits (2)	Consommation intermédiaire	Répartition des dépenses sociales entre différents produits		Consommat. finales		Variation des stocks	Exportation
Facteurs de production (3)	Rémunération des facteurs			Prêts informels par les marmites	Ventilation du budget projets entre crédits et salaires des employés		Revenu des migrations pension des fonctionnaires prêts informels par familles à l'ext.
Institutions Marmites (4)	Partage VA entre marmites	Rémunération maraboutage directement par dép. sociales	Rémunération de la MO salariée et montant du crédit utilisé à la consommation	Transferts directs entre marmites et remb. des prêts inform.			
Projets (5)				Remboursement des crédits directs aux projets			Financement des projets par capitaux extérieurs
Stock capital (6)				Revenus à utilisation inconnue et épargne			Investissement des capitaux à l'extérieur de Banh (chiffre < 0)
Extérieur de Banh (7)		Importation		Paiement scolarité ext. à Banh			

Tableau 1 - Matrice de la comptabilité sociale (en blanc), adaptation de la matrice au village de Banh (en grisé), les numéros entre parenthèses correspondent aux sous-matrices.

Pour chaque compte on égalise revenu et dépenses :

Revenu = revenu des activités + vente de travail (local et migration) + salaire + crédit à la consommation.

Dépense = achats de consommation finale + remboursement des prêts (intérêt et capital) + transfert à l'extérieur (école).

L'excédent des revenus par rapport aux dépenses vient en augmentation du stock capital.

appareil de
production

Une nomenclature d'activités et de produits a été établie compte tenu de la diversité observée, de la destination des crédits distribués et de la nécessité de ne pas trop désagréger.

Sept activités de production ont été retenues : l'agriculture, l'élevage, le maraîchage, les activités para-agricoles, l'artisanat, le commerce et les autres activités.

Huit groupes de produits ont été définis : les céréales, les autres produits agricoles, les animaux, les produits alimentaires, les intrants agricoles, les produits artisanaux, les produits industriels et les dépenses sociales.

Le compte extérieur fait le lien entre l'économie locale et le reste du monde : les entrées correspondent aux exportations de produits locaux et de travail, les sorties aux importations de travail, de consommations intermédiaires et de consommation finale.

acquisition de
données

Les données nécessaires proviennent de sources diverses que le cadre comptable permet de mettre en cohérence :

- Le projet crédit fournit les informations sur l'attribution des crédits, leur utilisation et les remboursements et de plus des monographies de clients ont été réalisées.
- Un recensement des ménages permet de définir quelques types caractéristiques et de resituer les bénéficiaires du projet dans l'ensemble de la population.
- Un échantillon de ménages permet d'acquérir les données rétrospectives en établissant, pour chacun, un compte particulier avec les informations nécessaires pour pouvoir l'insérer dans les lignes et colonnes du tableau d'ensemble.
- Le suivi de ces ménages permet, par l'enregistrement régulier des transactions monétaires, d'avoir des données plus complètes. Pour chaque transaction on doit noter les informations nécessaires à la construction de la matrice (plus particulièrement en ce qui concerne le partenaire). Le suivi ne dispense pas, à intervalle régulier, de vérifier l'équilibre des comptes.
- Le suivi complémentaire du marché rural périodique permet d'apprécier les échanges avec l'extérieur, d'obtenir des séries cohérentes de prix et de flux et de relativiser les observations faites sur l'échantillon de ménages.
- L'aire économique du marché sert à définir les contours de l'économie locale étudiée.

La zone d'étude

Le Foi est une zone agro-sylvo-pastorale du Nord-Yatenga, la première où est intervenu le Projet de promotion du petit crédit rural (PPPCR). La population est composée majoritairement d'éleveurs peuls et de cultivateurs rimaïbés, anciens esclaves des Peuls. Différents facteurs dont les sécheresses successives depuis 1973-74, la forte croissance démographique et la monétarisation de l'économie ont entraîné des bouleversements dans les systèmes de production peuls et rimaïbés, et ont amené à une situation de déficit en céréales. Aussi le premier objectif des familles est-il aujourd'hui la couverture de leurs besoins alimentaires. Pour atteindre cet objectif, ces familles mettent en oeuvre différentes stratégies économiques qui combinent étroitement les activités agricoles, d'élevage para et extra-agricoles et les migrations (Ellsasser et Diop, 1990).

Les récoltes de 1989 et de 1990 ont été quasi nulles dans la zone et, par conséquent, la situation étudiée en 1990-1991 est exceptionnelle du point de vue du déficit alimentaire. Ainsi la couverture des besoins par l'autoconsommation de la production familiale à Banh a été fortement déficitaire pour la majorité des familles. Seulement 10 % des familles dépassent la norme FAO de 550 g/personne/jour. Ce déficit alimentaire, qui pour certaines familles atteint 100 %, est comblé par l'achat de céréales importées ou le recours à des aliments de soudure.

L'enquête budgétaire

Pour cette enquête, l'unité d'analyse la plus pertinente est "l'unité de préparation" (Gastellu, 1978) c'est-à-dire "le groupe de personnes qui participent à la destruction d'une partie du produit en vue de la reconstitution de la force de travail". Dans le Nord-Yatenga, cette unité est appelée "marmite"

Il a été recensé d'abord toutes les dépenses importantes (le plus souvent alimentaires) et pour chaque dépense retrouvée l'origine des revenus. L'enquête rétrospective 1990-1991 entraîne forcément des erreurs d'observation et des omissions (seules les dépenses périodiques et importantes ont été enregistrées). Ces erreurs, pour la plupart, ont été corrigées par des mesures directes ou par des comparaisons avec des normes.

L'enquête budgétaire a porté sur un échantillon de 42 marmites représentatives des huit catégories sociales existantes à Banh mises en évidence par une typologie basée sur les critères ethniques, de taille du troupeau, d'accès au crédit (Ehret, 1988). Chacune des marmites a fait l'objet de deux passages, un pendant la période de soudure (juin-août 1991) et l'autre après la récolte du mil (octobre-novembre 1991).

recherche des
stratégies
économiques pour
couvrir les besoins
alimentaires

budgets familiaux

Cette approche par les budgets familiaux a semblé être la plus appropriée pour comprendre les stratégies économiques des producteurs et apprécier la complexité du système des circuits monétaires internes et externes au village.

Les stratégies économiques des producteurs

La sédentarisation permet un développement d'activités extra-agricoles en relation avec le niveau de capital disponible. En effet, l'exercice de certaines activités extra-agricoles, notamment les activités commerciales qu'elles soient commerce de produits agricoles (kola), de produits de transformation alimentaire (boules d'acassa, couscous, cumbala, beignets) ou de produits "industriels" (vêtement, cigarettes, piles, café, sucre, etc.), demande un capital de départ plus ou moins important.

Les Peuls sédentaires et les cultivateurs possédant des animaux ont d'importants revenus extra-agricoles.

L'absence de capital des cultivateurs sans animaux et des Peuls transhumants sans bovin, les contraint à développer des activités qui ne demandent pas d'investissement au préalable (orpaillage, brique, etc.) ou à louer une partie importante de leur main-d'œuvre à l'intérieur ou à l'extérieur de Banh en fonction des opportunités d'emploi.

Pour cette année fortement déficitaire, l'achat de mil représente l'essentiel du budget consommation (65 à 100 %) pour toutes les marmites (tableau 2).

71

Produits (1)	Marmites (4)	Peuls	Peuls	Peuls	Peuls	Peuls	Cult	Cult	Cult	Marabout	Total marmites
		séd. 0 bovin	séd. bovin	trans. 0 bov	trans. < 10 bov	trans. > 10 bov	0 animal	0 bovin	avec bovin		
Céréales	H	81000	458700	193050	158850	1369700	320135	1070640	615250	192200	5330395
	F	86500	139150	74200	50500	—	56900	372520	91100		
Total produits	H	81000	536100	193050	158850	1880000	328800	1371040	852350	250200	6540280
	F	86500	150530	74200	50500	0	56900	379160	91100		
Total des revenus versés	H	81000	620100	193500	158850	2186450	328800	1760990	1207100		
	F	109500	299600	74200	66500	377400	64300	455160	135100	280200	8393750

Tableau 2 - Place des dépenses par marmites masculines ou féminines pour l'achat des céréales (sous matrice 1,4).

Les enquêtes ont permis de distinguer de nombreuses possibilités de couverture du déficit à court terme : le déficit est couvert par la migration et la recherche sur place de revenus monétaires pour l'achat de mil importé. Ces revenus monétaires peuvent provenir de l'activité d'élevage (vente d'animaux maigres,

embouchés, et vente de lait par les femmes), d'activités para-agricoles (pêche, chasse, etc.), d'activités extra-agricoles (artisanat, commerce, etc.), ou encore de la vente de travail au niveau local (ouvriers agricoles, surveillance de troupeaux, etc.)

Il ressort de la matrice de comptabilité sociale de Banh (tableau 3), que les trois principales activités rémunératrices sont l'élevage (46 % du revenu global des activités), le commerce (27 %) et l'artisanat (15 %). 72 % de la valeur ajoutée est partagée entre les Peuls transhumants possédant plus de dix bovins (22 % des marmites de l'échantillon) et les cultivateurs avec animaux (34 %).

72

Marmites (4)		Activités (1)	Elevage	Maraich.	Paraagri.	Artisan	Commerce	Autre activité
Peuls séd. 0 bovin	H		22500				50000	2500
	F		22500			51000	24000	
Peul séd. avec bovin	H		234110			12500	19000	
	F		125850			97750	20000	
P. trans 0 bovin	H		30000				96000	
	F		41500					
P. trans < 10 bov.	H		47350		10000			
	F		46500					
P. trans > 10 bov.	H		1216450		10000		13500	
	F		347400					
Culti. 0 animal	H		50000		39000	90000	24000	
	F		10000			5400	38900	
Culti. 0 bovin	H		115450	129840	325000	510200	16500	
	F		—			38400	130360	
Culti. avec bovin	H		589600	11000	5000		431000	
	F			4500			70600	
Marabouts			149200					85000
Total marmites			3051400	145340	389000	805250	933860	87500

Tableau 3 - Origine des revenus par marmites masculin ou féminin (sous matrice 4, 1).

Par ailleurs, l'analyse des budget familiaux montre que les revenus de la femme ne sont pas négligeables, au contraire. Ce phénomène nouveau est lié à la monétarisation et à la fragilisation de l'économie familiale. Les femmes peuls sédentaires et rimâibées ont saisi les opportunités offertes par la monétarisation pour développer leurs activités traditionnelles, passant du stade

 des budgets féminins
 importants

de l'autoconsommation à celui de la commercialisation. Elles utilisent les revenus générés pour leurs besoins personnels, mais aussi elles contribuent de plus en plus aux dépenses couvrantes de la marmite, comme cette année pour l'achat de céréales (cf. tabl. 2).

L'analyse de la structure des dépenses et des revenus permet de distinguer cinq types de stratégies de couverture des besoins alimentaires pour les années déficitaires :

1 - stratégie basée sur les activités extra-agricoles : ce sont les Peuls sédentaires sans bovins (5 % des marmites).

2 - équilibre entre les activités d'élevage et extra-agricoles : ce sont les Peuls sédentaires avec bovins (12 % des marmites).

3 - importance de la location de la main-d'œuvre familiale, stratégie adoptée par les marmites peules ou rimaïbées décapitalisées : ce sont d'une part les Peuls transhumants sans bovins (7 % des marmites) et les cultivateurs sans animaux (15 % des marmites).

4 - stratégie intégrant la migration avec un complément élevage pour les Peuls et activités extra-agricoles pour les Rimaïbés : avec les Peuls transhumants ayant de 1 à 10 bovins (5 % des marmites) et les cultivateurs sans bovins (22 %).

5 - stratégie basée sur l'activité d'élevage qu'elle soit bovin-laitier ou embouche pour les marmites ayant un niveau de capital élevé : les Peuls transhumants ayant plus de 10 bovins (22 %) et les cultivateurs avec bovins (12 %).

Globalement toutes les stratégies reposent sur une diversification des activités. Cette diversification correspond à un comportement anti-aléatoire qui met en évidence une relative fragilité de l'économie familiale face à un environnement naturel difficile et un environnement social et économique en pleine mutation.

Toutes les marmites combinent les activités extra-agricoles et d'élevage qui sont celles qui génèrent les revenus les plus importants par rapport à la location de main-d'œuvre ou aux activités para-agricoles. Plus ces activités sont développées au sein d'une marmite, plus le niveau de revenu est important, et plus la sécurité alimentaire est assurée. Mais toutes les marmites n'ont pas accès à ces activités, notamment les plus décapitalisées.

Ajoutons enfin que ces stratégies économiques impliquent pour cette année fortement déficitaire une grande ouverture de l'économie villageoise vers l'extérieur. 74 % de la production domes-

 couverture des
 besoins
 alimentaires selon
 5 stratégies

 diversification

 activités
 extra-agricoles

économie ouverte
sur l'extérieur

tique est exportée à l'extérieur du village (ligne 7 et colonne 7 de la matrice SAM), soit 5 368 530 FCFA composés à 62 % de la vente d'animaux maigres et embouchés, et 20 % de produits artisanaux (savons et chapeaux fabriqués par les femmes peules, etc.). Les importations de produits se montent à 6 390 920 FCFA dont 86 % sont des céréales destinées à la consommation finale des ménages.

Le village de Banh, loin de vivre en autarcie malgré son enclavement, intègre tout à fait la dimension régionale, nationale et même internationale à travers le marché du bétail vers la Côte d'Ivoire.

L'analyse met en évidence une grande diversité de stratégies économiques développées par la population de Banh. Celles-ci sont étroitement liées aux types de marmites différenciées sur les critères d'ethnie et niveau de capital en propriété. En supposant que les bénéficiaires du crédit vont intégrer cet apport d'argent à leurs stratégies, l'influence du crédit sera directement en relation avec le type de stratégie et donc le type de marmite.

D'autre part, l'économie du village présente des caractéristiques très particulières à cette année déficitaire : importance de la rubrique achat de céréales importées dans les budgets familiaux et importance des échanges avec l'extérieur.

La mesure des effets du crédit devra ainsi tenir compte de deux variables : le type de marmite et les conditions économiques de l'année.

Evaluation des effets du crédit

L'évaluation du rôle du crédit dans l'économie villageoise pose les questions de l'accès aux crédits, de leur utilisation, de leur gestion et de leur destination. Cette analyse est faite à partir des flux monétaires liés à l'existence du PPPCR à Banh.

trois types de crédits

A Banh on trouve trois types de crédits : 12 % de crédit informel, des crédits thématiques d'autres projets (jardinage 6S et charrette UCODEB) et 83 % de crédit PPPCR.

Pour les 42 marmites observées, le montant des crédits octroyés par le PPPCR s'élève à 797 000 FCFA ventilés entre les différentes formes que sont le crédit à remboursement hebdomadaire (pour 50 %), le crédit embouche (pour 20 %) et les prêts de soudure (pour 30 %). Ces crédits ont été conçus pour venir en appui aux trois principales activités rémunératrices de la zone (commerce, artisanat, vente d'animaux) qui toutes les trois nécessitent un capital de départ.

Catégories de marmites	peul séd. 0 bovin	peul séd. avec bovins	peul transh. 0 bovin	peul transh. < 10 bov.	peul transh. > 10 bov.	cultiv. sans animal	cultiv. sans bovin	cultiv. avec bovins	marabouts
% crédit reçu par rapport au montant total attribué	2,3	24,2	0,8	3,5	7,2	3,5	35,6	19,4	3,5

Tableau 4 - Distribution des crédits PPPCR entre les différentes catégories de marmites.

des crédits utilisés
surtout par les
marmites les plus
favorisées

La distribution des crédits entre les différentes catégories de marmites (tabl. 4) montre un léger déséquilibre en défaveur des Peuls transhumants. Ce déséquilibre peut s'expliquer par une faible demande de la part de cette population (femmes peules qui ne pratiquent pas d'activités commerciales autre que la vente du lait, manque d'information) et par une réticence du projet à accorder le crédit à remboursement hebdomadaire aux populations qui transhument. Par ailleurs le crédit touche très peu les marmites les plus défavorisées. Celles-ci déclarent avoir peur de contracter des dettes en raison de la précarité de leur situation. A l'inverse, la demande provient essentiellement des marmites appartenant aux catégories moyennes dont la situation économique (possession d'au moins un bovin ou de l'équivalent en petits ruminants) permet une marge de manœuvre plus grande pour se lancer dans des projets "risqués".

Notons qu'à Banh, le crédit hebdomadaire ne concerne que la population féminine, le crédit embouche les deux sexes et le crédit de soudure uniquement les chefs de marmites hommes.

Effets directs

réinvestissement

La lecture des colonnes de la matrice relatives aux crédits PPPCR (tabl. 5) donne une idée de l'affectation des crédits à différentes utilisations par les bénéficiaires : part investie dans l'achat de consommations intermédiaires pour les activités rémunératrices (sous matrice 1, 3) et la part directement utilisée à la consommation par types de marmites (sous matrice 4, 3).

consommation

Le tableau 6 montre qu'en 1990-1991 une part très importante du crédit est affectée directement à la consommation, ce qui représente globalement une augmentation directe du revenu des marmites de 6 %. Cette utilisation du crédit à la consommation prend des ampleurs différentes selon le type de marmite. Il faut se rappeler les stratégies de couverture des besoins alimentaires pour trouver une hypothèse d'explication à cette différenciation.

(3)	Location main-d'o.	salaire	Crédit informel	Crédit hebdo SA	Crédit embauche	Autres crédits	Total facteurs	
(1)	Culture						0	
	Elevage				45000		45000	
	Marafich					62300	62300	
	Parragri					25000	25000	
	Artisan			56600		2000	58600	
	Commerce		3500	90000		15000	108500	
	Autre	0	0	3500	146600	45000	0	
	Total					104300	299400	
(4)	Peul sed. 0 bovin			4000	5000		9000	
	Peul sed. bovin	12000	252000	12500	41000	48500	29500	354500
	P. trans. 0 bovin	67500			7500			67500
	P. trans. < 10 bov.	85000		6500		10000		7500
	P. trans. > 10 bov.	71000	840000	5500	20000			101500
	Culti. 0 anim.			8500				20000
	Culti. 0 bovin	107300			10000		10000	125800
	Culti. 0 bovin	359900	253600	27500		15000	8000	664000
	Culti. avec bov.		188000		98400			286400
	Marabouts	5000		50000		11500	90000	156500
			20000		40000			60 000
	Total	707700	1553600	114000	250900	11500	187500	2928700

Tableau 5 - Affectation des crédits (sous matrices 1, 3 et 4, 3)

	1 Peul sed. 0 bovin	2 Peul sed. avec bovins	3 Peul transh 0 bovin	4 Peul transh < 10 bovins	5 Peul transh > 10 bovins	6 cultiv. 0 animal	7 cultiv. sans bovin	8 cultiv. avec bovins
H	Pas de crédit	78	pas de crédit	100	100	pas de crédit	12	45
E	45	53	100	100	100	50	56	80

Tableau 6 - Pourcentage du crédit utilisé pour la consommation selon les différentes catégories de marmites (1990-91).

développement
d'activités
rémunératrices

1 - Dans un premier cas (types 1, 2, 6, 7), les marmites qui ont une stratégie de diversification des activités continuent à utiliser une part importante du crédit (au moins la moitié) pour développer leurs activités rémunératrices. Le revenu des activités financées par le crédit représente chez ces marmites jusqu'à 40 % du revenu total tiré des activités. Il est utilisé non seulement pour l'achat de mil mais aussi pour assurer le remboursement hebdomadaire.

Il ne faut toutefois pas conclure trop hâtivement que cette augmentation de 40 % du revenu est directement conditionnée par l'existence du crédit. En effet, certaines marmites n'ayant pas reçu de crédit ont eu recours à d'autres moyens pour constituer le fond de roulement nécessaire pour développer leurs activités : vente d'un bovin ou appel à un crédit informel. Mais ces solutions ne sont ni l'une ni l'autre satisfaisantes dans la mesure où elles sont difficiles à mettre en place, surtout en année de crise. La première solution n'est accessible qu'aux marmites les plus aisées et la seconde reste très limitée (le crédit informel ne représente que 12 % de la valeur totale des crédits à Banh, le réseau informel étant restreint cette année aux prêts sans intérêt entre parents). De plus elles ne permettent en aucun cas de développer un volume d'activité suffisant pour générer une augmentation significative du revenu total des marmites. Ainsi le revenu moyen par personne par an chez les cultivateurs ayant un crédit, compris entre 13 000 FCFA et 30 000 FCFA (dont 20 à 40 % sont générés par le crédit), est supérieur au revenu moyen d'un cultivateur sans crédit (de 8 000 FCFA à 13 000 FCFA). Cette différence résulte essentiellement de l'augmentation des revenus de la femme.

sans augmentation
nette du revenu

Par contre, au sein de la population peule sédentaire, la comparaison entre les marmites ayant un crédit et celles sans crédit ne permet pas de conclure à une augmentation nette du revenu. Nous observons effectivement un revenu moyen par personne et par an, d'environ 15 000 FCFA identique pour tous. Toutefois la structure des revenus n'est pas la même selon que la marmite a ou non un crédit. Dans le deuxième cas, les revenus proviennent pour la majorité de la vente des animaux du troupeau par les hommes, ce qui est en fait équivalent à une décapitalisation de la marmite. Dans le premier cas, les revenus sont issus pour 30 % des activités artisanales développées par les femmes grâce au crédit.

préservation du
capital

Lorsque le crédit est effectivement utilisé pour développer une activité rémunératrice, son effet sur la situation économique d'une marmite, même dans un contexte de crise, est indiscutable : soit il améliore de façon significative le niveau moyen de

revenu, soit il permet d'atteindre le niveau de revenu minimum nécessaire pour assurer la subsistance d'un individu tout en diminuant de façon significative les prélèvements sur le capital bétail.

2 - Dans le deuxième cas (types 4, 5), la totalité du crédit est affectée directement à l'achat de mil. Nous avons vu que la stratégie de couverture des besoins alimentaires des Peuls transhumants possédant des bovins est basée sur l'exploitation du troupeau bovin laitier et petits ruminants. La pratique d'activités rémunératrices est très réduite. Ce n'est pourtant pas pour autant que ces marmites refuseront le crédit hebdomadaire ou embouche. Elles vont au contraire les intégrer dans leurs stratégies économiques. L'utilisation du crédit va leur permettre de différer la vente d'un animal d'une période de prix bas correspondant à la soudure, à une période où le prix est meilleur. Le crédit est dans ce cas non pas utilisé pour développer une activité mais pour la gestion de la trésorerie au quotidien. Le bénéfice du crédit se mesure alors par l'écart de prix mesuré entre le moment où la marmite aurait du vendre son animal à bas prix et le moment où elle va effectivement le vendre profitant d'une bonne opportunité du marché. Le type de crédit préconisé par le projet n'est donc pas adapté à cette frange de la population qui dispose d'un capital animal relativement important.

achat de mil

permet une meilleure
vente d'animaux

Flux monétaires générés par une injection de crédit

Le suivi des flux monétaires générés par l'injection du crédit s'est avéré extrêmement difficile dès lors que l'on veut aller plus loin que les effets directs décrits précédemment.

L'outil SAM permet un suivi du crédit dans son impact au niveau du revenu des marmites, que se soit au niveau de l'impact "direct", le crédit étant utilisé pour l'achat de consommation finale, ou au niveau de l'impact "indirect", le crédit étant utilisé pour l'achat de consommation intermédiaire liée à une activité.

suivi des effets
directs du crédit sur
les marmites

Dans l'état actuel des travaux, l'outil SAM ne permet pas de mettre en évidence les effets indirects, multiplicateurs, du crédit. En particulier, dans l'analyse des dépenses de la marmite, nous ne pouvons pas faire la part entre les dépenses liés à l'existence du crédit et les autres. De la même manière, nous ne pouvons pas affirmer que le remboursement provient de l'activité financée par le crédit. Afin de remédier à ce problème, il faut revoir les agrégations et en particulier, voir s'il est nécessaire de désagréger les marmites avec crédit des marmites sans crédit, faire

apparaître la saisonnalité des activités, comptabiliser le non-monnaire en évaluant les volumes concernés, notamment pour les céréales, au prix moyen de la saison et expliciter les variations de stock de céréales et d'animaux.

Effets indirects du crédit

L'analyse des effets, à court et long terme dans les monographies d'exploitation et dans celles réalisées par Diop (1990) montre une situation faiblement déficitaire en mil.

rôle du crédit des femmes

en cas de crise participe à la reproduction économique de la famille
--

Cette année représente en quelque sorte une situation extrême après deux ans sans récolte et 64 % des dépenses totales ou encore 82 % des dépenses de consommation finale (cf. tabl.2) ont été affectées à l'achat de céréales. A l'exception des femmes des marmites peules transhumantes les plus aisées, toutes les femmes ont participé au remplissage de la marmite à hauteur de 22 % de la participation totale. Les taux de participation les plus élevés concernant en particulier celles qui bénéficient du crédit, à travers d'une part l'utilisation directe du crédit à la consommation et d'autre part les revenus tirés des activités financées par le crédit. Ce phénomène est nouveau. Habituellement seuls les hommes étaient responsables de la marmite. Cette année, parce qu'elles ont participé de plein gré à cette fonction, les femmes ont gagné un nouveau statut social au sein de la famille. Elles peuvent ainsi jouer un rôle essentiel dans la reproduction à court terme de la famille.

en temps normal contribue à la sécurisation

Lors d'une année moins difficile (1988-1989), le crédit avait contribué à une augmentation nette des revenus de la femme grâce à la possibilité d'augmenter son volume d'activité à un moment où la demande potentielle était forte (puisque les gens n'avaient pas à acheter leurs céréales). Ce résultat qui reste à vérifier par un suivi plus précis, est issu d'une comparaison entre les volumes d'activité réalisés entre l'année 1988-89 et l'année 1990-91 pour une même activité (par exemple, pour le savon, les femmes ont diminué leur volume d'activité au moins de moitié). Les bénéfices générés lors de cette bonne année ont été investis dans l'achat d'animaux ou encore d'or en vue de l'héritage des jeunes filles. Ainsi ces femmes en développant des stratégies de capitalisation à long terme, contribuent à une sécurisation de l'économie familiale, car en mauvaise année ces investissements peuvent être mobilisés pour assurer la survie de la famille. Les effets durables du crédit peuvent donc être mesurés au travers de ces investissements.

Conclusion

L'analyse a mis en évidence des effets très différents du crédit selon le type de stratégie développée par la marmite bénéficiaire et selon le niveau de déficit céréalier de l'année concernée.

Pour 1990-1991, année totalement déficitaire, alors que tous les autres moyens de financement se retrouvent très limités (prêts informels), l'outil crédit Sabel Action revêt une importance particulière dans le développement de stratégies économiques de reproduction simple de la famille. Même si le crédit n'a pas permis une création de richesse ou autrement dit, n'a pas entraîné un effet durable significatif au niveau des bénéficiaires et de l'économie locale, il a participé au maintien du pouvoir d'achat en céréales des marmites qui n'ont pas eu à décapitaliser comme lors des sécheresses précédentes. De là, le crédit répond indirectement à l'objectif que le projet lui a assigné à savoir, permettre la recapitalisation des producteurs sabéliens.

Cette conclusion est importante dans la mesure où elle motive le projet à continuer à octroyer du crédit même dans des conditions économiques particulièrement difficiles.

La récolte 1991 a été très bonne, l'environnement économique de Banb a forcément subi de grandes modifications. Il apparaît clairement que l'enjeu principal des marmites sera maintenant de capitaliser le plus rapidement possible pour aborder la prochaine période de crise dans les meilleures conditions. L'objectif prioritaire du projet de crédit sera de s'insérer dans les stratégies de capitalisation qui vont se mettre en place pour les appuyer.

La compréhension de l'économie locale et des facteurs explicatifs de la différenciation des effets économiques du crédit permet d'appuyer efficacement les stratégies de capitalisation, en adaptant mieux les services financiers aux stratégies des producteurs : développer l'épargne auprès des marmites de gros éleveurs peuls qui sont davantage confrontées à un problème de gestion de trésorerie à la soudure qu'à un problème de financement, créer un crédit pour l'intensification de la production laitière.

Il faudra aussi développer les actions accompagnant l'activité bancaire notamment sur le plan céréalier : mettre en place des banques de céréales à partir des fonds d'épargne pour sécuriser l'économie de la zone en situation de mauvaises récoltes (sécurité d'approvisionnement en céréales pour la consommation et pour les activités de transformation alimentaire) comme en situation de bonnes récoltes (source de liquidités pour des producteurs qui voudront vendre leurs récoltes).

Le dispositif de suivi des marmites mis en place associé au suivi du marché local doit fournir certains éléments nécessaires à

l'amélioration et à une meilleur adaptation de l'outil SAM à la problématique de suivi-évaluation des effets du crédit PPPCR.

La notion de durée est indispensable à la construction d'un outil performant dans la mesure où nous ne disposerons plus d'une simple photographie de l'économie pour une année particulière, mais d'une vision dynamique sur plusieurs années à conjonctures économiques différentes. Une meilleur connaissance des impacts du projet dans des situations économiques différentes donnera à ses dirigeants le pouvoir d'adapter la politique du projet en fonction de l'évolution de la conjoncture. L'extension du projet à d'autres provinces du Burkina Faso permettra, une fois la méthode au point dans le contexte de Banh de l'adapter à d'autres contextes.

Le deuxième objectif en matière de recherche d'accompagnement sera d'utiliser les résultats obtenus pour mettre au point des outils de diagnostic et de suivi simples susceptibles d'être mis en œuvre par l'agent de proximité lui-même, pour l'aider dans l'analyse des stratégies économiques des producteurs et dans le conseil de gestion aux clients. Il ne doit pas se contenter de tenir le tableau de bord de ses activités (nombre de crédits gérés, taux de réussite...) mais il doit pouvoir aussi proposer des financements adaptés (type de crédit ou d'épargne), suivre le client, évaluer les effets directs (effets sur les budgets individuels des clients).

Bibliographie

- ADAMS D., 1991. Building Sustainable Rural Financial Markets. Communication présentée au Séminaire International Finance et Développement Rural, Ouagadougou du 21 au 25 octobre 1991, 11 p.
- BELL, MAZELL, SLADE, 1982. Project evaluation in regional perspective. A study of an irrigation project in north-west Malaysia. World Bank, 326 p.
- BENOIT CATTIN M., CALKINS P.H., 1991. Pour une économie des villages. In : Les Cahiers de la Recherche Développement, n°29, mars 1991, pp.73-79.
- BENOIT-CATTIN M., COLLIOT E., NGUYEN T.D.P., 1992. La construction d'une matrice de comptabilité sociale au niveau local pour mieux concevoir et interpréter les enquêtes micro-économiques. Association Française de Sciences Economiques. Journées des 14 et 15 mai 1992 "économie du développement". CERDI Clermont Ferrand, 11 p. (A paraître).
- BENOIT-CATTIN M., LAMINE BO-COUM M., 1987. Défaillance de la production et modification des modes de consommation en milieu rural sénégalais. In : AUTISSIER V., CABURET A. et COLINET L. 1987. Les enquêtes agricoles-mémento guide. GRET, Paris, pp.265-272.
- CHERVEL M., LE GALL M., 1989. Manuel d'évaluation économique des projets. La méthode des effets. Ministère de la Coopération, Paris, 202 p., Coll. méthodologie

- COLLIOT E., NGUYEN T.D.P., 1992. Contribution à une approche méthodologique d'évaluation des effets économiques d'un projet de crédit rural, cas du Projet de promotion du petit crédit rural au Burkina Faso. Mémoire ESAT-CNEARC, Montpellier, 57 p.
- DIETER SEIBEL H., PARHUSIP U. 1990. Financial innovations for microenterprises linking formal and informal financial institutions. In: Small Enterprise Development Vol 1 n°2 June 1990 pp 14-26.
- DIOP M., ELLSASSER, K., 1990. La banque expérimentale de Banh, une démarche de recherche-développement sur le crédit en milieu rural sahélien. Doc. interne DSA/1990/52, CIRAD, Montpellier, 40 p.
- DIOP M., 1990. Contribution à la mise en place d'un nouveau système de crédit rural à Banh, Burkina Faso. Mémoire ESAT-CNEARC, Montpellier.
- EHRET P., 1988. Contribution à une perspective de développement d'un système d'élevage sahélien. Le cas de Banh, Burkina Faso. Mémoire ESAT-CNEARC, Montpellier, 105 p.
- ENEAU, MOUTARDIER, 1990. La structure des budgets familiaux en 1985. INSEE, Consommation et mode de vie n°17.
- FYOT J.L., 1972. Méthodologie de la planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères, Paris, 168 p.
- GASTELLU J.M., 1978. Mais où sont donc ces unités que nos amis cherchent tant en Afrique ? In : AMIRA série enquêtes et outils statistiques, Vol I - Le choix d'une unité, sept 1979, pp.99-122.
- GHAI D., 1984. An evaluation of the impact of Grameen Bank Project. Grameen Bank, Dhaka, Bangladesh, 59 p.
- HAYAMI Y., 1978. Anatomy of a peasant economy. IRRI, Los Baños, Philippines, 149 p.
- HOSSAIN M., 1988. Credit for alleviation of rural poverty : the Grameen Bank in Bangladesh. Research report n°65, IFPRI, Washington, USA, 89 p.
- LORIAUX M., 1990. La fin des certitudes : Modèles démo-socio-économiques à réformer, systèmes informationnels à inventer. Cahiers du CIPED n°4, CIPED, Bruxelles, Belgique, pp.44-47.
- NOWAK, M., 1986. Nouvelles approches en matière d'épargne et de crédit rural. Caisse Centrale de Coopération Economique, Paris, 48 p.
- PADMANABHAN K.P., 1987. Le crédit bien compris. Les performances record du système de crédit rural en Inde. In : Cérés n°115, vol 20, FAO, pp 33-38.
- PYATT G. and ROUND J., 1985. Social Accounting Matrices : a basis for planning. World Bank, Washington DC, USA.
- SAHEL ACTION, 1991. Règlement des crédits à remboursement hebdomadaire et crédits à l'embouche. Notes internes, Ouahigouya, Burkina Faso.
- SUBRAMANIAN S., SADOULET E., 1990. The transmission of production fluctuations and technical change in a village economy: a Social Accounting Matrix approach. In: Economic Development and Cultural Change, University of California, Berkeley, USA, pp.131-169.
- VON PISCHKE J., ADAMS D., DONALD G., 1983. Rural Financial Markets in Developing Countries : Their Use and Abuse. World Bank, USA, 441 p.

Résumé

Il est important pour les projets de crédit rural à vocation de développement de compléter l'évaluation financière classique par une évaluation des effets économiques.

Mais cette évaluation est difficile en raison de la complexité des économies rurales et du caractère fongible du crédit. Face à ces difficultés, le projet de promotion du petit crédit Rural au Burkina Faso a élaboré une méthodologie de suivi-évaluation basée sur la compréhension du fonctionnement de l'économie villageoise vue comme un système ouvert de flux monétaires. La démarche d'éva-

luation repose sur l'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale villageoise, qui donne un cadre cohérent de représentation du fonctionnement de l'économie, intégrant à la fois une dimension économique (création de richesse) et une dimension sociale (répartition des richesses).

Les résultats montrent que les effets directs du crédit sur les budgets des familles sont relativement faciles à appréhender. Par contre, l'évaluation des effets indirects et des effets durables du crédit s'est avérée difficile révélant ainsi les limites de la matrice telle qu'elle a été conçue.
